



## **Bâtissez les services de garde**

**Un programme national vital pour des collectivités fortes**

Service de la recherche du SCFP

Mai 2006



**Syndicat canadien de la fonction publique • [scfp.ca](http://scfp.ca)**

Un système public de services éducatifs et de garde à l'enfance (SÉGE) de bonne qualité, abordables et accessibles à tous est bénéfique pour les enfants, leurs parents et la collectivité. Le Canada était sur le point de se doter d'un tel système. Toutes les provinces avaient conclu des ententes sur plusieurs années avec le gouvernement fédéral et s'engageaient à développer et étendre leurs réseaux de services de garde. Des municipalités canadiennes avaient milité fortement en faveur d'un programme national de services de garde.

Mais le gouvernement fédéral conservateur, dans un de ses premiers gestes suivant son élection, a mis un terme à ces ententes. Les SÉGE sont devenus le dossier qui définit ce gouvernement.

Le nouveau gouvernement fédéral a, à toutes fins pratiques, éliminé le premier programme social à voir le jour en une génération. L'approche de ce gouvernement favorise les incitatifs fiscaux mais ne fait rien pour protéger et développer des services publics de bonne qualité. Les municipalités savent que les services publics servent la collectivité et elles savent la différence que peuvent faire des SÉGE de bonne qualité, réglementés et abordables.

### **Budget fédéral**

Le budget Harper a repris des collectivités les 3,6 milliards de dollars qui leur avaient été consentis pour les services de garde, de l'argent nécessaire pour accroître et

diversifier les SÉGE offerts aux familles et pour en améliorer l'accès notamment pour les familles à faible revenu, les familles vivant en milieu rural et les enfants ayant des besoins particuliers.

Les Conservateurs ont choisi d'introduire une allocation de garde d'enfants qui sera versée au conjoint dont le revenu est le plus bas. Une prestation destinée aux parents n'est pas un programme d'éducation préscolaire destiné aux enfants. En vertu de cette prestation, les familles monoparentales recevront le plus petit montant après impôt. Dans ce même budget, afin de financer cette nouvelle mesure fiscale, le gouvernement a mis fin au Supplément de revenu pour jeunes enfants, un programme dont bénéficiaient les familles à faible revenu et à revenu modeste. Cette mesure fait en sorte que les couples à revenu élevé et dont un seul conjoint travaille empochent la plus grande part de l'allocation, soit 951 dollars. Les familles à revenu modeste dont les deux parents travaillent reçoivent la plus petite part, soit 641 dollars<sup>1</sup>.

Le gouvernement fédéral a adopté un plan quinquennal pour soutenir la création de places en SÉGE; il y consacrera 250 millions de dollars par année à partir de 2007. Le gouvernement dit qu'il mènera des consultations entourant les diverses formules de prestation, les coûts admissibles et le soutien à fournir aux petites entreprises et aux collectivités rurales ainsi qu'aux grandes entreprises et aux villes. Mais le plan pour la création de

nouvelles places d'Harper ne fonctionnera tout simplement pas. La mise en œuvre de SÉGE exige des fonds d'exploitation pas uniquement des fonds d'immobilisation. Cette stratégie a été tentée dans le passé dans certaines provinces, elle n'a pas fonctionné et elle ne fonctionnera pas plus aujourd'hui.

### **Ce que les compressions signifient pour les collectivités**

Les municipalités comprennent que le développement social est lié de près au développement économique. Investir dans un programme de SÉGE est essentiel pour assurer l'avenir de nos enfants et de nos collectivités. Les services de garde sont aussi un volet fondamental de la revitalisation des quartiers. Les municipalités comprennent qu'investir dans des services de garde de bonne qualité et réglementés rapportent en terme d'économies à long terme en matière de soins de santé, d'éducation, de services sociaux et de criminalité et que cela favorise l'inclusion sociale.

Beaucoup de municipalités exploitent des services de garde et en assurent le financement. Les garderies municipales ont joué un rôle central, permettant d'offrir des services de grande qualité, notamment dans des milieux défavorisés. Des recherches exhaustives ont permis de dégager les principaux facteurs de qualité en garderie. Dans une étude réalisée en 2002 « *The influence of unionization and of being operated by a municipality* », les chercheurs ont

trouvé que les garderies municipales obtenaient de meilleurs scores sur des variables qui prédisaient des services de qualité supérieure. Ces facteurs sont :

- Les éducatrices ont deux ans de formation postsecondaire ou plus en éducation de la petite enfance;
- Les éducatrices ont de meilleurs salaires (ce qui réduit le taux de roulement et assure plus de stabilité);
- Le moral et le taux de satisfaction des employées sont élevés;
- La garderie est sans but lucratif.

Les garderies municipales étudiées offraient aussi de la formation en milieu de travail à leurs éducatrices. La majorité des garderies municipales étaient syndiquées et perçues comme offrant des services dont la qualité est une référence pour les autres garderies.

Le dossier des SÉGE risque d'être noyé dans le débat imminent entourant le « déséquilibre fiscal ». Les municipalités sont une voix importante pour assurer que les SÉGE demeurent une priorité en tant que programme social.

### **Obtenir un système de services éducatifs et de garde à l'enfance est encore possible**

Le financement fédéral pour les ententes sur les services de garde est maintenu pour 2006-2007. Les provinces peuvent donc continuer à bâtir leurs réseaux et à exercer des pressions sur le

gouvernement fédéral afin qu'il consacre des fonds dans son prochain budget au développement d'un système de SÉGE de qualité, accessibles, abordables et communautaires.

Poursuivre l'expansion des services de garde dans les provinces est une bonne façon de faire pression sur le

gouvernement Harper. Les municipalités qui exploitent et financent des services de garde peuvent également aller de l'avant pour créer et protéger les garderies existantes. Elles peuvent également se servir de leur influence pour exercer des pressions sur les gouvernements provinciaux afin qu'ils poursuivent leurs plans de développement.

---

<sup>i</sup> *More than a name change : the universal child care benefit*. Caledon Institute (Battle, Torjman et Mendelson), mai 2006

<sup>ii</sup> *The influence of unionization and of being operated by a municipality*, Gillian Doherty et Barry Forer, mars 2002.